REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 11 au 17 octobre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération : GPS.....2
- Les Commissions électorales des Etats membres de la COI signent la Déclaration de Mahé

1.2 Culture prix Indianocéanie.....4
- PRIX INDIANOCÉANIE JEUNESSE

1.3 Environnement.....6
- "Les plastiques dans l'Océan Indien",.....

1.4 Santé animale.....8
- A Madagascar, vacciner les animaux pour protéger les humains contre la rage

2. Centres d'Intérêts

2.1 Changement climatique.....9
- Pays exposés aux catastrophes : Maurice passe de la 51e à la 107e place

2.2 Environnement.....10
- La Casud s'engage dans une démarche de lutte contre les déchets

2.3 Tourisme..... 11
- Tourisme durable - Rodrigues: tous les atouts d'une destination verte comparée à Maurice
- Relance du tourisme : Mise en place des écolodges dans les parcs nationaux

1.4 Coopération.....13
- Seychelles and South Africa sign new bilateral cooperation agreement

1.5 Economie.....14
- Conférence économique AEC : Rendez-vous à Maurice du 9 au 11 décembre
- Global energy crisis hits Seychelles hard
- DÉVELOPPEMENT Deux jours de concertation pour valider le plan de relance du PCE

Les commissions électorales des Etats membres de la COI signent la Déclaration de Mahé



Photo souvenir des dirigeants des différents pays avec le Président Ramkalawan (Photo : Louis Toussaint)

• Création du réseau électoral de l'Océan Indien

Moment historique pour la Commission de l'Océan Indien ! Après deux jours d'atelier de mise en place dudit réseau organisé par la Commission de l'Océan Indien (COI) dans le cadre de son projet Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie, les organes de gestion des élections des Etats membres de la COI ont signé la déclaration de Mahé sur la création du Réseau électoral de l'Océan Indien (REOI).
La cérémonie de signature s'est tenue au siège de la Commission électorale des Seychelles, hier après-midi, et la déclaration a été signée par M. Saïd Mze Dafine, président de la Commission électorale nationale indépendante de l'Union des Comores ; M. Mbae Toiminou, directeur général de la Direction générale des Elections de l'Union des Comores ; M. Tiana Ifanomezantsoa Randrianarivonantoanina, commissaire électoral de la Commission électorale nationale indépendante de la République de Madagascar ; M. Irfan Abdool Rahman, commissaire électoral, Bureau du Commissaire électoral de la République de Maurice ; M. Danny Lucas, président de la Commission Electorale des Seychelles et le Secrétaire général de la COI Prof Vêlayoudom Marimoutou.
« La COI a pour mission de consolider les institutions et consolider la paix dans notre zone. Avec les évolutions de ces dernières années, nous avons installé le projet 'Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie (GPS) pour nous guider sur le chemin et l'approfondissement de la démocratie. Tout commence par un pas et je pense que la direction a été donnée et l'ensemble des Etats ont accepté de signer cet accord. La démocratie est quelque chose de vivant et on va continuer à grandir», a expliqué le SG Marimoutou.

Cette déclaration de création du REOI définit d'une part, l'implication des Organes de gestion des élections des Etats membres de la COI dans ce réseau électoral de l'Océan Indien ; et d'autre part, les objectifs du réseau à savoir : la promotion de l'indépendance des OGE, l'intégrité et la justice électorales, la transparence et l'inclusivité des processus électoraux, ainsi qu'une participation des femmes, des jeunes, des minorités et des personnes en situation d'handicap ; la mise en œuvre des programmes d'échanges d'information et d'expérience entre ses membres ; le développement du professionnalisme de ses membres ; la promotion des études et recherches sur les bonnes pratiques liées aux élections ; la facilitation du rayonnement international des enjeux électoraux spécifiques de l'Indianocéanie.

M. Rahman a aussi saisi l'opportunité que ce projet ambitionne de répondre aux besoins en matière de prévention et médiation de crises ; la mise en œuvre de processus électoraux crédibles, transparents, pacifiques et inclusifs ; la promotion de la bonne gouvernance, via le renforcement des capacités institutionnelles et l'implication des citoyens dans la vie politique et publique avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes et le renforcement des capacités de la COI, notamment dans son rôle de promotion de la paix, la stabilité, la gouvernance et l'état de droit.

M. Lucas a ajouté que cet accord est très important pour le pays ainsi que les îles de l'Océan indien. « Dans notre rencontre ce matin (hier) avec le Président de la République Wavel Ramkalawan, il nous assuré son soutien et il veut que toutes nos îles se développent bien et sortent avec des bonnes pratiques électorales afin que la paix et la stabilité règnent dans nos pays ».

Ce projet est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 8 millions d'euros sur 5 ans.

Pendant deux jours, les 15 représentants des OGE des Comores, Madagascar, Maurice et des Seychelles qui ont participé à l'atelier ont également pu faire un état des lieux des besoins pour chaque Etat en termes de soutien, d'échanges d'expériences et d'appuis technique et identifier les activités communes à développer sur les prochains six mois.

A travers la mise en place de ce réseau, la COI entend contribuer durablement à l'amélioration des compétences des acteurs régionaux dans la mise en œuvre de processus électoraux, crédibles, transparents, pacifiques et inclusifs, ainsi qu'en matière d'accompagnement et de suivi professionnel de ces processus.

Le SG de la COI termina la cérémonie en soulignant « la mise en place d'un réseau électoral de l'Océan Indien participe, en effet, du resserrement des liens entre nos îles par le partage d'expériences, l'échange d'expertises et un dialogue confiant, à tous les niveaux, pour promouvoir la paix et la culture démocratique ».

La délégation de la COI a hier matin rendu visite au Président Ramkalawan à la State House.

Vidya Gappy

PRIX INDIANOCÉANIE JEUNESSE



Pourquoi un Prix Indianocéanie de la Jeunesse ?

Pour cette quatrième édition du prix Indianocéanie, le Conseil départemental de La Réunion et la Commission de l'océan Indien ont choisi de mettre à l'honneur la jeunesse de l'Indianocéanie.
En effet, l'appel à écritures lancé le 30 juin 2022 est ouvert à des groupes de jeunes âgés entre 12 ans et 15 ans encadrés par un référent ou un enseignant.
En ciblant directement les jeunes, les organisateurs du prix Indianocéanie souhaitent :

- valoriser le talent créatif des jeunes et susciter leur imaginaire autour du thème "terre, mer, ciel, feu";
- promouvoir auprès des jeunes un sentiment d'appartenance à la région;
- proposer un projet pédagogique d'écriture en français, langue commune des Etats membres de la COI;
- encourager la création littéraire et la lecture.

Les jeunes de nos îles sont des ambassadeurs de la singularité de notre région "où les différences ne contrecarrent point les convergences" comme l'écrivait le critique et poète mauricien Camille de Rauville.
L'appel à écritures est ouvert jusqu'au 15 mars 2023. Les groupes candidats sont invités à produire un conte ou une nouvelle qui sera évalué par un jury indépendant.
L'appel à écritures est ouvert du 30 juin au 15 mars 2023.*
Comme la précédente édition, le prix Indianocéanie de la jeunesse est 100% numérique.

Ce qu'il faut retenir...
L’appel à écritures est ouvert du 30 juin au 15 mars 2023*.
*Date initiale le 15 octobre 2022. Mise à jour effectuée le 07/10/2022.
Il s'agit d'une édition 100% numérique : dépôt des manuscrits en ligne. Pas d'envois postaux ou de remise en mains propres.
Il est ouvert aux résidents des îles de l’Indianocéanie : les Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice, et les Seychelles, âgés de plus de 18 ans au moment du dépôt de leur manuscrit.
Les membres du jury, nommés par les États membres de la COI, sont chargés de désigner le groupe lauréat du Prix Indianocéanie de la Jeunesse ainsi que de primer un groupe dans chacun des autres territoires.
Le groupe lauréat sera récompensé d'un voyage à Paris ou à La Réunion sur le thème de l'écriture et de livres. Le manuscrit lauréat sera publié numériquement sur le site de la COI aux côtés de quatre autres textes primés par le jury dans chacun des autres Etats membres de la COI.

Infos pratiques :
Toutes les informations pratiques et les documents de participation à l'appel à écritures sont à retrouver sur le site de la Commission de l'océan Indien à l'adresse suivante :
Le règlement de l'appel à l'écriture, La fiche de participation et La fiche d'autorisation parentale sont en téléchargement sur le lien suivant :
https://www.commissionoceanindien.org/prix-indianoceanie-de-la-jeunesse-2022/
>> Dossier de presse : Prix Indianocéanie de la Jeunesse



« Les plastiques dans l'Océan Indien », une initiative politique et scientifique de première importance

Le Groupe interacadémique pour le développement (GID) et la Commission de l'Océan Indien (COI) organisent du 17 au 19 octobre à Tananarive la Rencontre internationale « Les plastiques dans l'Océan Indien ». Placée sous le Haut patronage du Président de la République malgache, Andry Rajoelina, cette
Rencontre constitue une première associant autorités politiques de la région, chercheurs, experts, industriels, acteurs académiques, ONG, enseignants et scolaires afin d'établir un état des lieux sur cet enjeu environnemental essentiel et sur les réponses globales à y apporter.

Durant trois jours experts scientifiques et institutionnels, débattront de manière participative avec les acteurs de la société civile afin de confronter leurs constats et de chercher collectivement des solutions à un problème qui touche l'ensemble de la zone. Jusqu'à maintenant chaque pays a développé
ses propres observations et politiques afin d'appréhender la question, du fait notamment d'une insularité propre à chacun des États induisant des difficultés spécifiques. Pour la première fois, dans le cadre du programme ExPLOI opéré et développé par la COI avec le soutien de l'Agence Française de
développement et du Fonds français pour l'environnement mondial, les pays membres de la COI vont conduire une politique commune et multisectorielle dans le but de réduire, de recycler et de valoriser énergétiquement les déchets plastiques. Ce changement d'échelle constitue une initiative majeure qui

- Comment sensibiliser aux impacts des pollutions par les plastiques ?
- Comment éduquer à l'environnement ?
- Comment favoriser le développement d'une économie circulaire ?

L'objet de cet événement co-piloté par le GID et la COI consiste à mobiliser les ressources institutionnelles, scientifiques, entrepreneuriales, associatives et éducatives de la région pour créer les conditions d'une gestion de la pollution plastique à l'échelle régionale sur tout le spectre de la chaîne
de valeurs. Parallèlement le sujet de la production en amont sera également abordé. Aux côtés des autorités politiques, les grands opérateurs et agences de recherche, les institutions académiques, de nombreux acteurs industriels et économiques, ainsi que les instances de diffusion de la culture scientifique et techniques apporteront leurs concours à cette initiative exceptionnelle.

L'événement illustre « la nécessité de penser le développement durable à partir d'une approche transverse et d'un raisonnement scientifique » pour reprendre le propos de Catherine Bréchignac, Ambassadrice déléguée pour la Science, la technologie et l'innovation et Vice-Présidente du GID, à ce titre initiatrice de la Rencontre et « de réinterroger les enjeux environnementaux au plus près du terrain dans leur contextes interrégionaux » selon la formule du Secrétaire général de la COI, Vélayoudom Marimoutou.

Plus d'information :

- https://www.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/pollution-plastique-ces-trencontre-vont-donner-la-parole-toutes-les-parties
- http://www.lagazette-dgi.com/?p=84339

A Madagascar, vacciner les animaux pour protéger les humains contre la rage

L'Organisation mondiale de la santé animale a doté Madagascar de plus de 62 500 doses de vaccin antirabique pour cette année. Avec l'appui technique et financier de la Commission de l'océan Indien, le pays engage depuis fin septembre une campagne de vaccination contre la rage, une maladie contagieuse, suite au décès d'un enfant de 9 ans mordu par un chien errant à Antananarivo un mois plus tôt. Le pays recense quelque 20 000 cas de morsures par an.



Immuniser tous les chiens et les chats

« Si un chien a la rage, il ne reconnaît même pas son maître. Il vous mord et vous avez aussi la rage ». Ainsi Julien Rakotomalala, l'auxiliaire vétérinaire du district de Manjakandriana, s'adresse aux résidents de la bourgade de Lapahambana à Ambohibary Sambaina, une commune située à moins de 40 km à l'est d'Antananarivo, en cette matinée d'octobre.

« Lorsque vous avez la rage, tout ce que le médecin peut faire pour vous est d'administrer des calmants en attendant votre transfert à l'hôpital. Cette maladie ne se soigne pas. Si votre chien est vacciné, il ne contracte pas la maladie que ses congénères peuvent lui transmettre. Voilà pourquoi le gouvernement a organisé cette campagne de vaccination », poursuit-il.



Vacciné ! Ce chien est désormais protégé contre la rage.

Suite de l'article

Pays exposés aux catastrophes : Maurice passe de la 51e à la 107e place



Une cérémonie officielle marquant la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes 2022 s'est tenue le 13 octobre au Conseil municipal de Beau-Bassin/Rose-Hill. Le ministre des Collectivités locales et de la gestion des catastrophes et des risques, Anwar Husnoo, a pris la parole lors de cette cérémonie. Il a souligné qu'au cours de la seule année dernière, les catastrophes ont coûté la vie à environ 10 000 personnes et des dommages de plus de 280 milliards de dollars dans le monde. Il a rappelé le classement de Maurice sur la liste des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles pour l'année 2022. Maurice est 107e sur 193 pays, alors qu'il était 51e en 2021.

Anwar Husnoo attribue cette amélioration au fait que le pays progresse dans le domaine difficile de la gestion des risques de catastrophe et des initiatives ont été prises dans ce contexte. Il s'agit notamment de la mise sur pied d'une structure nationale de gestion des risques de catastrophe, y compris un mécanisme robuste de gestion des urgences et des crises qui fonctionne selon un système à trois niveaux impliquant le Comité national de crise, le Commandement national des opérations d'urgence au niveau national et le Commandement local des opérations d'urgence au niveau des municipalités et des conseils de district, et de l'élaboration d'un plan d'action national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe.
Suite de l'article

Lire aussi :

- https://actu.orange.mg/lutte-contre-le-changement-climatique-madagascar-interesse-les-investisseurs/

La Casud s'engage dans une démarche de lutte contre les déchets



La protection de l'environnement, la lutte contre les pollutions et le réchauffement climatique sont des priorités de la Casud. Pour cela, elle entreprend des actions de luttes contre les déchets. Nous publions ci-dessous le communiqué de presse de la Casud. (Photos : la Casud)

La CASUD s'est engagée dans une démarche interne d'exemplarité au niveau de la prévention des déchets. Ainsi, au début de ce mois d'octobre 2022, les animateurs du service environnement ont assuré une formation au tri sélectif pour les agents -volontaires- des différents services de la CASUD.

Grâce à cette formation, ces agents pourront mettre en place les bonnes pratiques de tri aussi bien sur leur lieu de travail qu'à leur domicile.
Cette action de formation, qui a rencontré un vif succès, sera reconduite prochainement !

Lire aussi :

- https://imazpress.com/actus-reunion/le-crous-de-la-reunion-poursuit-son-engagement-dans-une-demarche-ecoresponsable-pour-le-zero-dechet

Tourisme durable - Rodrigues: tous les atouts d'une destination verte comparée à Maurice



Le tourisme durable n'implique pas que de beaux sites verts mais aussi d'autres facteurs comme des facilités et surtout une discipline collective.

Rodrigues, voulant aller dans la direction du tourisme durable, est en lice auprès du «*World Tourism Council*» pour être accrédité comme une «*green destination*». Pour réussir, il y a des normes et des procédures à respecter. Toutefois, il est plus difficile pour Maurice d'aspirer à ce label.

Comment développer une offre touristique régionale durable était le deuxième volet de la quatrième session du Forum économique des îles de l'océan Indien, cette semaine. Et faire de Maurice une destination de tourisme durable a été évoqué. Lindsay Morvan, directeur de la *Mauritius Tourism Authority* (MTA), explique que devenir une destination de tourisme durable est un processus en différentes étapes. Vu les actions vertes déjà accomplies à Rodrigues depuis des années et ce qui se pratique avec les efforts de ses responsables politiques pour aller dans cette direction, la MTA a proposé Rodrigues comme plus appropriée pour être la *green destination* de la République car elle représente le meilleur exemple de destination durable. Un opérateur de Rodrigues tire, cependant, la sonnette d'alarme sur le fait que Rodrigues se détériore, entre autres, avec plus de déchets. Il lance un appel pour que le développement de Rodrigues pour accueillir plus de touristes se fasse toujours dans le respect du développement durable.

Quid de Maurice ?

Pourquoi pas Maurice comme green destination ? Lindsay Morvan y répond : «Le plus gros problème est l'indiscipline généralisée. Mais je pense que la prise de conscience se fait de plus en plus. Il faut des efforts et des fonds car cela implique des projets et des financements. Quand on a lancé les sustainability awards en avril, on a été surpris par les démarches des opérateurs privés. Mais le tourisme durable n'est pas que l'affaire du privé, mais aussi des différents ministères et pas que celui du Tourisme (…)

Suite de l'article

Relance du tourisme : Mise en place des écolodges dans les parcs nationaux



Les dirigeants du ministère du Tourisme vont soumettre au Parlement le projet de nouveau Code du Tourisme pour rassurer les investisseurs désirant investir dans le secteur du tourisme.

La promotion des investissements figure parmi les axes stratégiques inscrits dans la feuille de route du ministère du Tourisme en vue de relancer le secteur du tourisme à Madagascar.

« De nombreuses actions de promotion dont entre autres, l'éductour organisé tout récemment en partenariat avec le secteur privé, sont menées en vue d'attirer plus de touristes à choisir la destination Madagascar. Mais cela rime avec la promotion des investissements visant à augmenter la capacité d'accueil de ces touristes en vue d'atteindre l'objectif de 500 000 touristes internationaux. Raison pour laquelle, nous avons lancé un projet qui consiste à mettre en place des écolodges dans les parcs nationaux ». Le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto, l'a évoqué lors d'une conférence de presse dans ses locaux à Tsimbazaza. Pour ce faire, « un appel à manifestation d'intérêt est lancé aux investisseurs désirant installer un écolodge avec un nombre de chambres limité dans un parc national. Nous avons identifié six aires protégées favorables à ce projet d'investissement touristique », a-t-il poursuivi. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- https://www.nation.sc/articles/15417/seychelles-welcomes-first-cruise-ship-for-2022-23-season

Seychelles and South Africa sign new bilateral cooperation agreement



Mrs Dlamini and Minister Radegonde exchange documents after the signing (Photo: Joena Meme)

• Agree to enhance trade and investment between them

Seychelles and South Africa have signed their 3rd Joint Commission on Bilateral Cooperation (JCC) which is for a two-year period.

The document was signed by the Seychelles' Minister for Foreign Affairs and Tourism, Sylvestre Radegonde and the South African deputy Minister Candith Mashego-Dlamini in a ceremony at the Maison Quéau de Quinssy yesterday morning in the presence of high government officials from both sides.

The signing in the '*Salon Maxime Ferrari*', is a culmination of several months of discussions, which started on Tuesday July 26, 2022, and which ended with the two sides having their final agreement and adopting the minutes of the senior officials meeting held back in July.

The Joint Commission on Bilateral Cooperation is a platform where cooperation matters are addressed.

At the end of the discussion yesterday, Minister Radegonde, who chaired the session, praised the solid partnership between Seychelles and South Africa and said signing the third JCC was proof of their strong bonds of friendships and holds greater promises for the future.

"Both sides have recognised the value of achieving tangible results for a win-win partnership. We remain dedicated to building further on our collaborations in key sectors including health, tourism, civil aviation, education, defence, police, immigration as well as arts, culture and heritage".

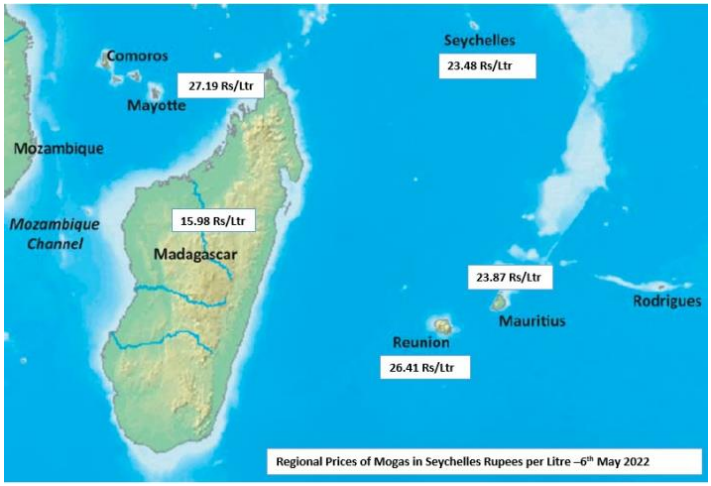
Minister Radegonde further added that the meeting emphasised the desire of both sides to accelerate trade and investment and exchanges of expertise and best practices, with the view of unlocking the potentials for further economic growth. **Suite de l'article**

Conférence économique AEC : Rendez-vous à Maurice du 9 au 11 décembre



Le plus grand forum de discussion sur les défis et opportunités émergents du continent africain se tiendra à Maurice en décembre sous le thème « Soutenir un développement sensible aux changements climatiques en Afrique ». L'édition 2022 de la Conférence économique africaine (AEC) se tiendra en mode hybride. Plus de 400 participants se réuniront physiquement dans la ville côtière de Balaclava, au Nord-Ouest de Maurice. D'autres participants seront présents en visioconférence, selon Renganaden Padayachy, ministre des finances de l'île Maurice, lors d'une conférence de presse annonçant l'événement. Ce grand forum est organisé chaque année conjointement par la BAD (Banque africaine de développement), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). A noter que cette conférence est une plateforme pour une réflexion approfondie sur le renforcement des capacités institutionnelles afin de développer des mécanismes innovants et respectueux du climat pour renforcer la résilience de l'Afrique et la volonté de s'orienter vers des voies de développement à faible émission de carbone. **Suite de l'article**

Global energy crisis hits Seychelles hard



Oil prices edge up amid worldwide supply concerns

Oil prices remains on the climbing curve these days and are expected to remain at high levels in the coming months as the world tries to adjust itself with the current supply losses from Russia.

A barrel of crude oil on the international market kept hovering over the USD110 mark in the first week of May, as fear of a tighter worldwide supply is fast emerging.

The Russian Blow

With Russia's exports plummeting by one million barrels per day and are liable to attain 2 million this month, there is no secret why the oil markets are soaring.

"Early January this year, a barrel of brent crude traded at USD78 but skyrocketed at above USD100 when the war in Ukraine broke out and peaked to USD130 in first week of March," Sarah Romain, Seypec's acting chief executive and general manager, commercial told *Seychelles NATION*.

"Although it dropped from mid to end of March, it has now started another rally and had settled at around USD110 early May. And to worsen the situation, we learnt last week that the European Commission are officially proposing a full ban on Russian crude and oil product imports by the end of the year. That is not good news at all for the consumers of importing countries like Seychelles, given the ripple effects it is causing across oil markets."

It is an undisputable fact that energy markets worldwide are dealing with massive disruptions to supply following Russia's invasion of Ukraine and subsequent sanctions slapped on Moscow by the United States and its allies. The more worrying factor is that no economist or political experts can predict how it is going to end. Industry watchers say Russia's invasion of Ukraine has had its effect while experts from the IEA (International Energy Agency) see these price hikes continuing. "Russia is one of the world's

largest producers of oil and gas, so any disruptions to its production processes have a global impact," Mrs Romain explained. "Russia produces 11.5 million barrels of oil each day, after US and Saudi Arabia and is also the second largest crude exporter globally. The international commodity markets could get much worse if the war in Ukraine drags on and that's what we must be prepared for." **Suite de l'article**

La Gazette des Comores

DÉVELOPPEMENT

Deux jours de concertation pour valider le plan de relance du PCE

Le gouvernement comorien et le bureau de l'Union Européenne se sont réunis pendant en un atelier national pour valider le plan de relance post Covid du PCE. Ce dernier permettra d'évaluer les travaux et besoins pour pouvoir relancer le pays en termes de développement.

Le gouvernement comorien avec le bureau de l'Union européenne (UE) à Moroni a organisé du jeudi 13 au vendredi 14 octobre un atelier national de validation du plan de relance post Covid du PCE. Ce plan traduit l'ambition du gouvernement d'accélérer le processus d'émergence du pays à l'horizon 2030. Cet atelier devrait permettre d'évaluer les travaux et besoins pour pouvoir relancer le pays en termes de développement. « Il est élaboré trois ans après le lancement du PCE en décembre 2019 à Paris. Seulement 3 ans. Mais, quelles années ! Le monde a depuis totalement changé. Les équilibres géopolitiques et le quotidien des populations sont totalement bouleversés. Le monde a traversé la pandémie du Covid, particulièrement anxiogène, tuant des millions de personnes et paralysant l'activité économique durant de longs mois. Il est maintenant confronté à l'invasion russe de l'Ukraine embrasant les prix des matières premières et provoquant de graves problèmes énergétiques et de sécurité alimentaire », rappelle Pierre Beziz, le chef du bureau de l'UE aux Comores.

Selon lui, si le cap de l'émergence doit être maintenu, la stratégie pour l'atteindre devait être révisée au vu du nouveau contexte. « Au delà de la liste des projets prioritaires qui constituent le bras armé visible du PCE, vos travaux permettront j'en suis sûr d'identifier les principales réformes structurelles nécessaires à la bonne mise en œuvre du PCE. Je pense notamment au climat des affaires ou encore à la bonne gouvernance économique et financière », poursuit-il.



Ce dernier montre qu'avec le plan de relance et le cadre INFF alimenteront les discussions lors du prochain séminaire intergouvernemental, puis au sein des instances de dialogue du PCE, les Comores peuvent envisager sereinement la route vers l'émergence. « L'UE est particulièrement fière d'avoir pu appuyer le gouvernement dans le développement de ces deux outils, en collaboration avec le PNUD et en concertation avec l'ensemble des acteurs », ajoute-t-il.

De son côté, Abdourazak Ibrahim, le secrétaire général adjoint du gouvernement montre que cet atelier permettra d'étudier et d'évaluer le programme du PCE. « Il faut savoir que ce plan a été lancé en décembre dans la conférence des bailleurs à Paris. Après quelques mois, la Covid s'est invité et tout est bouleversé. Mais les travaux n'étaient pas complètement arrêtés, indique-t-il à son tour. Donc aujourd'hui, nous sommes en train de voir ce qui est prioritaire pour faire avancer le plan. Bien évidemment, on va revoir tous les secteurs, de l'éducation, l'agriculture, l'économie, et le tourisme afin d'évaluer où on peut commencer. Ces deux jours d'atelier où nous aurons des travaux techniques et des concertations, nous permettront de valider le plan de relance ».

Nassuf Ben Amad